

# Le Soir

## D'ALGERIE

Edition Du 31/01/2007

### **Actualités : LE 2E COLLOQUE INTERNATIONAL SUR L'EAU ET L'ENVIRONNEMENT SE TIENT DEPUIS HIER A ALGER**

#### *Comment freiner les conséquences des changements climatiques*

C'est une coïncidence que l'Algérie abrite le 2e colloque international sur l'eau et l'environnement, au moment même où se tient, à Paris, la conférence du Groupe intergouvernemental d'experts sur l'évolution du climat (Giec) qui regroupe plus de 500 experts mondiaux, lesquels vont rendre vendredi leur diagnostic sur le réchauffement planétaire. L'Algérie n'est pas, en toute évidence, à l'abri de ce réchauffement de la terre. Avec 43 communications programmées tout au long de ces deux jours du colloque et la présence d'experts de différents pays d'Afrique et d'Europe, dont le président du Conseil mondial de l'eau, M. Loïc Fauchon, cette manifestation mettra l'accent sur les menaces climatiques qui guettent la planète. Etant donné que les éléments essentiels sont menacés par les changements, la protection de l'eau et de l'environnement est l'objectif principal inscrit au colloque d'Alger, qui, rappelons-le, est organisé par l'Ecole nationale supérieure de l'hydraulique en collaboration avec le ministère des Ressources en eau. Car, faut-il le préciser également, l'Algérie a enregistré un réchauffement de 1°C ces 20 dernières

années. La pluviométrie est en diminution en allant de l'ouest à l'est du pays. Ce n'est cependant pas une situation d'exception ni singulière pour l'Algérie. Au contraire, le réchauffement de la planète prévoit des changements climatiques des plus inattendus et peut-être des plus catastrophiques. «Les zones arides risquent des inondations et les régions humides peuvent enregistrés une baisse considérable de précipitations des pluies», nous a indiqué M. Messahel, gouverneur du Conseil mondial de l'eau et membre de l'Académie française de l'eau. Notre interlocuteur a signalé que la demande mondiale en eau a augmenté de trois fois en un siècle et la population mondiale quant à elle a été multipliée par six durant la même période. Cette situation a, ainsi, engendré un déséquilibre dans la disponibilité des ressources hydriques. Le développement économique et industriel n'est pas pour sauver la planète, sachant que la pollution de l'environnement est un facteur principal à l'origine du réchauffement de la planète. Ce dernier phénomène a même freiné les objectifs du millénaire adoptés par les Nations unies en 2000 et qui a inscrit la disponibilité des ressources hydriques parmi ses priorités. «Il était question de doter la population du monde de 1,5 milliard de m<sup>3</sup> supplémentaire en eau, d'ici 2015», fait-on remarqué. Ces nouvelles données nécessitent une réflexion approfondie par l'ensemble des Etats pour pouvoir gérer, avec rationalité et équilibre les ressources hydriques. Pour ce qui est de l'Algérie, même si l'implication du gouvernement au sein du Conseil mondial de l'eau est très récente, elle a permis toutefois de générer les ressources financières nécessaires pour mettre en place une politique de rationalisation de l'eau. 14 milliards de dinars sont ainsi alloués au secteur. «La politique de dessalement de l'eau de mer nous permettrait de nous sécuriser. Le programme prévoit d'ailleurs la génération de 2 millions de m<sup>3</sup> d'eau salée d'ici 2008», a indiqué M. Messahel.

Mais que faut-il faire pour éviter une situation de sécheresse?

**Un observatoire d'alerte est nécessaire**

Si une intervention directe pour arrêter la dégradation de la nature et le réchauffement de la planète est quasiment impossible, il reste néanmoins beaucoup d'efforts sont à réaliser en matière de sensibilisation et de prévention. Grâce aux ressources financières générées par la collaboration de différents ministères et secteurs d'activité, l'Algérie devrait prendre des mesures concrètes pour préserver les ressources déjà existantes, allant principalement dans le sens de lutter contre le gaspillage et les fuites d'eau. Selon un expert, l'Algérie doit surveiller en permanence les quantités des eaux issues des précipitations pluviométriques. Elle doit également faire des analyses pour surveiller la qualité et éviter les maladies. «Il est nécessaire de créer un observatoire ou bien une structure d'alerte répondant aux changements climatiques, dans le but de prendre les mesures d'urgence qui s'imposent à chaque situation», a préconisé un expert en ressource en eau. Sur le plan de l'environnement, notre interlocuteur a mis l'accent sur la protection des espèces végétales et animales menacées par le réchauffement de la planète. Selon lui, il est important d'adapter l'environnement et les régions à ces changements. «Il ne serait pas raisonnable de continuer à cultiver certaines végétations dans les mêmes endroits alors que les conditions climatiques de ce même endroit se sont transformées », explique-t-il, en insistant sur la nécessité de revoir le plan de l'agriculture dans notre pays. Conscient des enjeux nationaux en matière de l'eau, le ministre des Ressources en eau, qui a intervenu lors de ce colloque, a rappelé aux experts nationaux et

Internationaux l'engagement du gouvernement à fournir les moyens humains et financiers pour relever les défis. Il rappelle à l'occasion le plan national de développement des ressources en eau à l'horizon 2025 qui a été soumis le mois passé au Conseil du gouvernement. Celui-ci propose la réalisation de 20 barrages d'ici 2010. Pour l'heure, le secteur prévoit dans le premier plan de développement du programme pour la période (2005- 2009), auquel a été consacré une enveloppe de 12 milliards de dollars, la réalisation de 14 stations de dessalement.

Rosa Mansouri